

Paiement de la dette intérieure 310 milliards de francs pour les entreprises

J.O.
Libreville/Gabon

En présence du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, un vaste plan de remboursement définitif de cette dette a été conclu, hier au palais de la présidence de la République, entre le "Club de Libreville" et les autorités gabonaises. Un effort dont l'objectif est de redonner confiance aux entreprises.



Le chef de l'Etat présidant la réunion sur l'apurement de la dette intérieure de l'Etat.



Autour de la table, les acteurs des PME notamment.

L'ETAT gabonais a annoncé, hier, la signature d'une convention de règlement définitif de sa dette intérieure - celle due par l'Etat aux entreprises locales - avec un ensemble de créanciers constitués sous la forme d'un Groupement d'intérêt économique (GIE), dénommé "Club de Libreville" et dont le chef de file est le groupe BGFI Bank. A

cette occasion, une réunion présidée par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a eu lieu, hier, au palais de la présidence de la République. Ainsi, cet effort de remboursement porte sur un montant de 310 milliards FCFA, soit 77 % du montant total de la dette initiale évaluée à 400 milliards FCFA. Ce sont 177 entreprises gabonaises regroupées au sein de ce

GIE qui devront en bénéficier. A en croire le communiqué y relatif, les PME seront particulièrement privilégiées. La même source indique qu'un premier paiement «immédiat» de 160 milliards de FCFA interviendra d'ici fin février sous la forme d'un financement bancaire versé au GIE. Le reste de la créance, soit 150 milliards FCFA, fera l'objet d'un ra-

chat de la dette des entreprises concernées par les institutions bancaires ou financières locales. Cela «dans un délai d'un mois». En outre, les dettes, traitées dans le cadre de ce vaste plan de remboursement, ont été validées par le Trésor public, la Direction générale du budget, la Direction générale de la Dette, en accord avec la Confédération patronale ga-

bonaise (CPG). En contrepartie de cet effort des pouvoirs publics, les entreprises bénéficiaires devront s'engager à réinvestir une partie des montants remboursés afin de participer à l'effort de relance de l'économie nationale sous la forme de création d'emplois, de reprise des chantiers arrêtés (logements sociaux, infrastructures...), etc.

«C'est un signal fort envoyé au secteur privé qui retrouve des marges de manœuvre pour investir et qui regagne confiance dans la parole de l'Etat, qu'il peut considérer comme un partenaire économique fiable», a indiqué le directeur de cabinet du président de la République, Brice Laccruche Alihanga. Et d'ajouter : "Par ailleurs, ce plan s'inscrit dans le cadre de l'ambitieuse réforme de l'Etat que nous menons, notamment à travers la renégociation et la restructuration de la dette publique dans des termes plus favorables. In fine, cela nous permet de retrouver les capacités nécessaires pour relancer l'économie à travers des politiques d'investissement ambitieuses qui doivent profiter à l'ensemble des Gabonais, dont l'amélioration des conditions de vie quotidienne demeure notre priorité ».

Conseil exécutif ordinaire du RPG Plusieurs questions abordées

C.O.
Libreville/Gabon

Parmi celles-ci, on citera la situation du parti, les élections à venir et le prochain Conseil national.



Pour le président en exercice du RPG, Jean-Nestor Nguema Mebane, le parti se porte bien.

DESIGNE président en exercice du Rassemblement pour le Gabon (RPG), avec trois autres hiérarques du parti, lors du congrès ordinaire organisé le 29 octobre 2017, Jean-Nestor Nguema Mebane a dirigé son premier Conseil exécutif ordinaire, le 7 février dernier, au siège national du parti, sis au quartier Petit-Paris.



Plusieurs hiérarques du RPG ont pris part aux travaux au siège national de leur parti.

Occasion pour Jean-Nestor Nguema Mebane d'inviter les acteurs politiques, tous bords confondus, à privilégier le Gabon par delà les égoïsmes. «Si nous avons une vision claire du développement de notre pays, a-t-il dit, nous devons tout faire pour que nos enfants ne fuent plus notre pays et que les cadres compétents vivant à l'étranger reviennent se mettre à la disposition de leur patrie».

Tout en réitérant l'appel du parti à tous les compatriotes de se mettre ensemble afin d'apporter des solutions pour la transformation du Gabon. Le but étant l'élimination des formes de rigidité qui limitent nos potentialités de développement. Le nouveau président du RPG a profité de cette tribune pour réaffirmer la manière dont sa formation politique conçoit la "démocratie participative". Il s'agit d'un système qui, selon lui, veut que tous ceux qui ont à supporter les conséquences d'une décision doivent être en droit de participer à celle-ci, directement ou indirectement. «Exclure de la prise de

décision les groupes qui ont perdu une élection nuit de toute évidence à la démocratie», précise Jean-Nestor Nguema Mebane. Par ailleurs, le Conseil exécutif du RPG a pris connaissance de la matérialisation du dossier issu du rapport de la commission des Finances du congrès du 29 octobre 2017. Celui relatif à la cérémonie de passation des charges entre les différents responsables du parti ; ainsi que le dossier concernant le fichier des militants et militantes du parti. Aussi, cette instance s'est-elle félicitée de l'engouement manifesté par les jeunes et les femmes pour adhérer au RPG. On retiendra qu'en dix-huit (18) jours, cette formation politique a enregistré 318 nouveaux militants. C'est pourquoi, il a été

demandé au secrétaire exécutif de maintenir le cap de cette bonne santé du parti. S'agissant des prochaines échéances électorales, le Conseil exécutif du RPG a, tout en réitérant sa position de "ne jamais boycotter une élection", décidé d'examiner tous les contours des scrutins politiques à venir au cours d'une autre rencontre prévue le 14 février prochain.

Sur un tout autre plan, Jean-Nestor Nguema Mebane et les siens se sont inquiétés de la situation dans plusieurs secteurs. Notamment la crise dans le transport en commun, la pénurie d'eau, des coupures intempestives d'électricité qui perturbent l'activité des entreprises et la quiétude des ménages à Libreville. Face à cette situa-

tion, le Conseil exécutif du RPG a invité les pouvoirs publics "à examiner avec la plus grande attention cette situation". C'est ainsi que le RPG propose au gouvernement de revoir la tarification dans le secteur du transport urbain. Pour le parti de Paul Mba Abessole, il faut maintenir les prix pratiqués par la Sogatra et revoir ceux des opérateurs privés. On retiendra en outre que le RPR tiendra son Conseil national les 23 et 24 février 2018. Assises au cours desquelles sera officiellement investi le nouveau président Jean-Nestor Nguema Mebane.

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DE LA PROSPECTIVE ET DE LA PROGRAMMATION
DU DEVELOPPEMENT DURABLE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS

DIRECTION REGIONALE DE LIBREVILLE

BUREAU CENTRAL DE LIBREVILLE-OWENDO

DEPOT DE DOUANE

B.P. 40 Libreville-GABON
TEL : 06.70.12.58
Internet: www.douanes.ga

N° 00001203/MEPPDD/SG/DGDDI/DRL/BCLO/DP.

COMMUNIQUE

Au regard des informations erronées diffusées sur les réseaux sociaux depuis quelques jours, faisant état de la tenue à l'heure actuelle d'une vente aux enchères de véhicules au Bureau central de Libreville-Owendo (BCLO), le Directeur régional des Douanes de Libreville appelle l'ensemble des usagers à la vigilance quant à la vente des marchandises constituées en dépôt de douane.

En effet, aucune vente ne peut être effectuée en dehors des dispositions du Code des Douanes de la CEMAC qui requièrent notamment la publication préalable d'un communiqué officiel par voie de presse.

Toute opération de vente aux enchères publiques n'observant pas cette exigence légale ne saurait engager la responsabilité de l'administration des douanes.

Les usagers du service des douanes de Libreville sont donc priés d'attendre la communication officielle de la date, du lieu et des horaires de la vente aux enchères en cours de préparation dans la région.

Fait à Owendo, le 08 FEV. 2018

Le Directeur Régional

Angelo OYINI